

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 11 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SODALIS FRANCE INDUSTRIAL

Avenue des Grottes de Passelourdain
86280 Saint-Benoît

Références : 2026 382 Ubd16-86 ENV86
Code AIOT : 0007201789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SODALIS FRANCE INDUSTRIAL implanté Avenue des Grottes de Passelourdain 86280 Saint-Benoît. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODALIS FRANCE INDUSTRIAL
- Avenue des Grottes de Passelourdain 86280 Saint-Benoît
- Code AIOT : 0007201789
- Régime : Enregistrement

La société SODALIS FRANCE INDUSTRIAL exploite à Saint-Benoît un établissement spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et d'hygiène. Cette installation s'est progressivement tournée vers cette activité depuis 2000 suite à la décision d'arrêt des activités historiques du site de

fabrication de produits agro-pharmaceutiques. Suite à l'arrêt de l'activité aérosols, le site n'est plus classé SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté préfectoral du 15 novembre 2011, article 7.5.3
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté préfectoral du 15 novembre 2011, article 7.5.5
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté ministériel du 4 octobre 2020, article 49

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de notre visite au regard des points abordés relatifs aux risques chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : « <i>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i> » Article 35 : « <i>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i> »
Constats : Lors de notre visite, la disponibilité des fiches de données de sécurité a été constatée. Les employés identifiés reçoivent une formation sur les risques chimiques, avec des recyclages réguliers. L'accès aux fiches de données de sécurité est assuré via le réseau interne de l'entreprise. Leur mise à jour et leur disponibilité sont vérifiées en interne par le service « Recherche et Développement ». Lors de notre visite, une opération de dépotage était en cours dans le parc J – bâtiment K. Un opérateur de fabrication nous a précisé les points d'attention et les mesures prises conformément aux consignes de dépotage qu'il nous a présentées. Cette observation n'a révélé aucune incohérence avec l'organisation telle que décrite et mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : « Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises »
Constats : La mise en œuvre des prescriptions mentionnées dans la fiche de données de sécurité de l'acide chlorhydrique n'appelle pas de remarque de notre part, de même que les mesures de maîtrise des risques. En cas de déversement, une rétention adaptée est présente. À noter également la présence d'équipements de sécurité appropriés ainsi que de kits antipollution. Les dispositions relatives à l'élimination des déchets, assurée par des sociétés spécialisées, n'appellent pas non plus de remarque à la suite de l'inspection réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 novembre 2011, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...] »
Constats : Lors de notre visite, il a été constaté, au droit de l'aire de dépotage – parc J, la présence de capacités de rétention. Ces capacités sont adaptées au regard de l'état des stocks transmis et de ceux constatés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 novembre 2011, article 7.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...] »
Constats : L'aire de dépotage – Parcs J dispose de rétentions séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement entre eux. Lors de notre visite, aucune incompatibilité de stockage n'a été constatée. À noter qu'une formation aux risques chimiques, ainsi que l'affichage des consignes de sécurité, constituent les moyens de maîtrise du risque d'incompatibilité mis en place sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 4 octobre 2020, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : « <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i> »
Constats : Lors de notre visite, un état actualisé des stocks de produits dangereux a été présenté et n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite